

Les actes de commerce



Pour avoir la qualité de commerçant, il faut l'accomplissement d'actes de commerce (**L121-1**). Deux critères d'identification des actes de commerce :

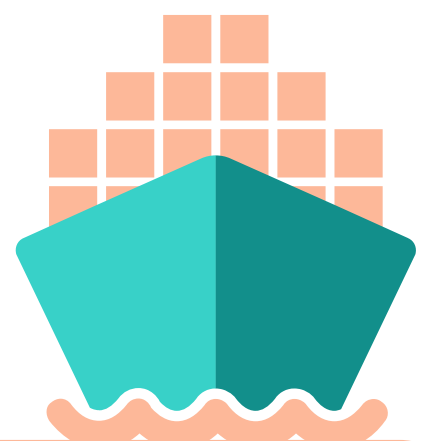
- actes ont nécessairement un but spéculatif
- ils doivent s'inscrire dans une pratique régulière

Les actes de commerce par nature (Articles L110-1 1er à 9e et L110-2)

La distribution (achat pour revendre) :

Achat de biens dans le but de les revendre plus chers pour faire du profit. 2 types :

- Biens meubles : achat pour revendre en l'état soit pour revendre après transformation (**article L.110-1. 1°**).
- Bien immeubles : achat après vente, exception avec la promotion immobilière (article L.110-1,2°)



Les
maritimes
(L110-2)

activités
(article

Exemple : commerce
maritime

Les activités de service :

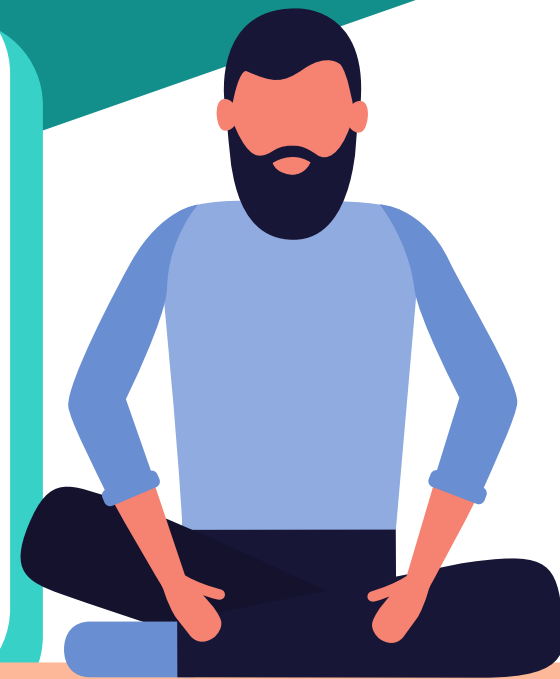
(activité de location, fourniture, transport...)

Les activités industrielles (article L.110-1 5°) :

Désigne un travail de transformation réalisé sur des biens grâce à des moyens matériels humains (industrie mécanique, textile, agro-alimentaire...).

Les actes de commerce par la forme

Des actes qui, par leur seule forme, présentent nécessairement un caractère commercial, qui ont donc une **présomption irréfragable de commercialité** (on ne peut pas prouver le contraire), indépendamment de la personne qui les souscrit. Seulement deux types d'actes de commerce par la forme :



- **La lettre de change (art L.110-1 10°)** : c'est un instrument de paiement et de crédit. Relation à trois personnes : le tireur (créancier), le tiré (débiteur), le bénéficiaire. Le tireur donne l'ordre au tiré de payer au bénéficiaire une certaine somme à une certaine échéance.
- **Les sociétés commerciales** : certaines sociétés ont une nature commerciale par leur forme juridique, quelle que soit leur activité (article L.210-1 al 2) . Quelques exemples : La SNC (société en nom collectif), la SCS (société en commandite simple), la SARL (société à responsabilité limitée). Tous les actes accomplis par ces sociétés sont donc en principe des actes de commerce.



Les actes de commerce par accessoire

Sont présumés être des actes de commerce, tous les actes accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce (article L.110-1 9°)

Conditions : l'acte doit être **accompli par un commerçant** et doit être en **relation avec son activité commerciale**.

Exemple : l'achat de matériel de bureau par un commerçant, pour son entreprise, est un acte de commerce par accessoire.



Le principe de l'accessoire a deux fonctions :

- **La fonction probatoire** : le principe de l'accessoire pose une présomption simple de commercialité (c'est-à-dire qu'elle peut être renversée). Celui qui veut prouver que les actes ne sont pas commerciaux alors qu'ils ont été accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce doit en rapporter la preuve.

- **La fonction de qualification** : permet une unification du régime des actes accomplis par un commerçant pour son activité. C'est-à-dire que l'on sait automatiquement quel régime juridique appliquer.

Les actes de commerce par l'objet

Les cessions : 2 types :

- **Cession d'un fonds de commerce** : c'est l'ensemble des biens mobiliers regroupés par le commerçant pour l'exercice de son activité commerciale

- **Cession de contrôle** : si c'est en principe un acte civil, par exception la cession des actions d'une société est un acte de commerce si elle permet au cessionnaire de prendre le contrôle de la société, même si le cessionnaire n'a pas nécessairement la qualité de commerçant (**com. 24 novembre 1992**)

Le cautionnement en matière commerciale :

- Le contrat par lequel une personne, la **caution**, s'engage envers un créancier à payer la dette à la place du débiteur au cas où celui-ci ne payerait pas la dite dette, est en principe un acte civil.

- Par exception, la caution est acte de commerce si la dette garantie est commerciale ET que le garant a un intérêt personnel à la dette.

Par exemple : Le cautionnement donné par le dirigeant d'une société pour garantir les dettes de la société est un intérêt personnel (**civ 1ère, 15 juillet 1981**)

